

TICFE : Une hausse au 1^{er} février 2025 qui pèse lourd sur les industries

Toulouse, le 06 février 2025 – La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) l'annonçait en octobre dernier : l'augmentation de la TICFE ce 1^{er} février 2025 marque la fin du bouclier tarifaire. Ce bond historique rétablit désormais la taxe à son niveau d'avant-crise (2022). Toutefois, il est attendu que cette évolution ait des répercussions significatives sur les factures d'énergie des PME et des industries. Capitole Énergie décrypte cette situation.

Les industries : réel poids lourd de la consommation électrique française

La France, cinquième puissance industrielle mondiale, consomme près de 20 % de son électricité dans le secteur industriel. Le coût de cette énergie, divisé à parts égales entre la consommation effective d'un côté et les taxes et tarifs de l'autre, est un fort enjeu pour les directeurs financiers de ces organisations.

Évolution de l'accise sur l'électricité au 1^{er} février 2025

La taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité est orchestrée par la DGFIP, et sert un objectif écologique : le financement des politiques environnementales et la modernisation des infrastructures énergétiques. Réduite au minimum pendant la crise énergétique, la TICFE a retrouvé son niveau d'avant 2022 en ce début de mois. Elle s'élève désormais à **22,5€/MWh** pour les entreprises de haute puissance énergétique (> 250 kVA).

L'incidence concrète de cette hausse : les enjeux soulevés

Cependant, cette pression fiscale soulève la question de la **compétitivité**. Non seulement ces taxes créent un désavantage pour les industriels par rapport à leurs concurrents internationaux, moins soumis à de telles charges, mais elles représentent également un frein à l'investissement dans la transition énergétique par l'alourdissement des coûts fixes des entreprises depuis la fin du bouclier tarifaire.

Lorsque les taxes et contributions représentent un quart de la facture énergétique et qu'elles sont indexées sur la consommation en volume (MWh), elles ne se contentent pas de financer les politiques publiques. Elles s'inscrivent aussi dans une logique de **transition énergétique**, visant à atteindre les objectifs écologiques nationaux. Dans ce cadre, les industriels énergivores, tels que ceux de la sidérurgie, de la chimie ou de l'agroalimentaire, sont incités à réduire leur consommation d'énergie : que ce soit par l'optimisation de leurs contrats ou l'amélioration de leur efficacité énergétique.

Pour alléger leurs factures, ces grandes entités peuvent recourir à **diverses stratégies** : l'achat groupé d'énergie ou la signature de contrats à long terme avec des fournisseurs d'énergie verte en sont des exemples. Par ailleurs, la maîtrise de la consommation, via des audits énergétiques et des investissements dans des équipements plus performants, pourrait également permettre de limiter l'impact de cette taxe.



"Ces enjeux sont au cœur de nos solutions. De nombreuses entreprises, bien qu'éligibles à des dispositifs ou leviers d'optimisation énergétique, ne les exploitent pas encore : ce qui représente une opportunité majeure à saisir." – explique Morgan Maréchal, chargé de compte Industrie chez Capitole Énergie.

Pour toute question à ce sujet, les experts Capitole Énergie restent à votre disposition.

À propos de Capitole Énergie by EPSA

Capitole Énergie, société du Groupe EPSA, est une entreprise experte en stratégie d'achat d'énergie et en optimisation énergétique. Grâce à son approche innovante et à ses solutions sur mesure, Capitole Énergie aide les entreprises et les acteurs publics à relever les défis énergétiques, tout en répondant aux exigences environnementales et économiques de la transition énergétique.

Contact Presse :

Mylène PROST

mprost@capitole-energie.com

Tel. 06 63 77 85 93